L'Assemblée paritaire ACP-UE a appelé à une action urgente au Burundi

@rib News, 23/06/2015 – Source ACP-UE – Déclaration des coprésidents de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE sur la situation au Burundi Fortement préoccupés par la situation au Burundi, M. Louis Michel et M. Fitz A. Jackson, Coprésidents de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (APP), appellent à une action urgente, ferme et concertée de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la Communauté d'Afrique de l'est pour éviter le déclenchement d'une nouvelle guerre civile.

Les Coprésidents exhortent également les autorités burundaises à rétablir la confiance de tous les Burundais, en commençant par un retour au plein respect des Accords d'Arusha de 2000. Les coprésidents estiment que nul ne peut continuer à fermer les yeux face aux troubles, au chaos et aux massacres qui ont suivi l'annonce de la candidature du Président Pierre Nkurunziza pour un nouveau mandat. Les affrontements entre opposants et forces de l'ordre ont déjà fait trop de morts, la violence et la pression sur les médias privés ont amené des journalistes à la clandestinité, et des leaders de l'opposition sont en exil ; l'assassinat de Zedi Feruzi, n'est pas encore éclairci, déplorent les coprésidents. Les coprésidents constatent que la réaction du Président Pierre Nkurunziza aux protestations contre sa nouvelle candidature a conduit à un climat politique de plus en plus autoritaire et autocratique. Le gouvernement a déclaré que les manifestations sont désormais assimilées à une insurrection contre l'ordre légal. Cette situation commence à raviver la fibre ethnique, déclarent, avec inquiétude, les coprésidents. Il y a 21 ans, au Rwanda, nous avons assisté à des conséquences dramatiques et inhumaines de la distribution d'armes au sein de la population, rappellent les coprésidents. Nous ne pouvons pas reproduire deux fois la même erreur: il est impératif de désarmer immédiatement les groupements de jeunesse affiliés à des partis politiques. Les Coprésidents appellent l'Union européenne, l'Union africaine et la Communauté d'Afrique de l'est à agir sans délai et à adopter des mesures fortes afin de contenir la propagation des actes de violence et pour signifier sans équivoque qu'un gouvernement qui serait issu d'élections organisées contrairement aux Accords d'Arusha ne serait pas reconnu par la communauté internationale. Les Coprésidents demandent que les autorités burundaises respectent et protègent les droits fondamentaux de tous les Burundais, y compris la liberté d'expression et de réunion des opposants, ouvrent sans délai l'espace médiatique, permettent le retour au pays des leaders d'opposition en exil, libèrent inconditionnellement tous les prisonniers politiques et cessent le harcèlement contre la société civile. Il faut empêcher un drame humain qui risque de contaminer toute la région des grands Lacs, implorent les Coprésidents. Suva (Fidji), 17 juin 2015 – Déclaration de l'Assemblée parlementaire ACP sur la situation au Burundi L'Assemblée parlementaire ACP, réunie en sa 38e session à Suva (Fidji): Ayant connaissance des récentes évolutions de la situation politique, militaire et humanitaire en République du Burundi ; Préoccupée par le nombre élevé de réfugiés burundais qui vivent désormais dans les pays voisins ; Condamne tous les actes de violence perpétrés à l'encontre des civils, en violation du droit humanitaire international et des droits de l'homme ; Souligne qu'un dialogue constructif est nécessaire entre toutes les parties au Burundi pour faire prévaloir les principes de démocratie, de l'état de droit et des droits humains, y compris le droit au rassemblement pacifique ; Salue les efforts déployés par l'Union africaine et la Communauté d'Afrique de l'est pour résoudre les problèmes politiques en suspens au Burundi, à travers un dialogue pacifique ; Soutient fermement la position de l'Union Africaine prise à l'issue du Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement tenue à Johannesburg, Afrique du Sud, du 7 au 15 juin 2015. Invite toutes les parties à promouvoir et à protéger les droits de l'homme afin d'honorer leurs obligations découlant du droit international, et demande que les auteurs des graves violations de ce droit répondent de leurs actes ; Souligne que la situation au Burundi ne peut pas être résolue par des moyens militaires, mais requiert plutôt une solution politique qui respecte les exigences du constitutionnalisme et l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation afin de préserver la paix et la sécurité ; Appelle à la création de conditions propices pour le retour serein et sans entrave des réfugiés burundais dans leurs foyers respectifs ; Demande instamment la mise en œuvre rapide de mesures permettant de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections pacifiques, inclusives et crédibles au Burundi, dont notamment le désarmement de tous les groupes de jeunes armés liés à des partis politiques. S'engage à soutenir le peuple burundais pour faire valoir ses aspirations démocratiques à des élections libres, équitables et inclusives dans le cadre de la solidarité intra-ACP. Fait à Suva, Fidji, le 17 juin 2015